

# Le prolétaire

**CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI :** la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

ORGANE MENSUEL  
DU PARTI COMMUNISTE  
INTERNATIONALISTE  
(Programme Communiste)

SEPTEMBRE 1964 — 2<sup>e</sup> année — N° 13

Le numéro : 0,40 F — 4 F.B.  
Abonnement annuel ... 4 F - 40 FB  
Abonnement de soutien 10 F - 100 FB

"Le Prolétaire", B.P. n° 375 Marseille-Colbert  
ou R.P. n° 24 Paris (19e)  
C.C.P. 2202-22 Marseille

## Qu'est-ce que le prolétariat ? Que doit-il devenir ?

EN appelant son journal "Le Prolétaire", c'est un défi que notre Parti lance à tous ceux qui, bourgeois ou opportunistes, vont répétant que le capitalisme contemporain n'est plus du pur capitalisme, que les ouvriers d'aujourd'hui ne sont plus des prolétaires, que la lutte des classes est dépassée et que la révolution sociale n'est qu'une idée folle. C'est surtout un appel à la clarification pour les prolétaires qui le croient.

En appelant son journal "Le Prolétaire", notre Parti ose affirmer que les rapports entre le Capital et le Travail restent aujourd'hui ce qu'ils étaient en 1848, date de la première insurrection prolétarienne en 1871, date de la première dictature prolétarienne, en 1917, date de la première victoire prolétarienne d'une certaine durée. Ni la législation sociale tant vantée des réformistes, ni la prospérité de l'après-guerre, ni les habitudes de vie et la mentalité nouvelles des ouvriers contemporains n'y peuvent rien changer.

Le raisonnement le plus courant des bourgeois, des professionnels du "mouvement ouvrier" et des ouvriers non avertis est le suivant : « L'ouvrier du temps des révolutions de 1848, 1871, 1917 était un prolétaire : il n'avait ni minimum de salaire garanti, ni allocations familiales, ni sécurité sociale, ni protection d'aucune sorte. Ses enfants travaillaient dès le plus jeune âge, sa femme était arrachée au foyer et jetée dans l'usine. Voilà pourquoi il a fait des révolutions. Tout cela a changé. Aujourd'hui, l'ouvrier est protégé, ses enfants peuvent aller à l'école jusqu'à seize ans, sa femme rester au foyer : il n'est plus un prolétaire et il n'a aucun intérêt à une révolution porteuse de troubles et de violence ! ». Cela, aussi bien l'ouvrier dépourvu d'éducation socialiste que le faux "savant" de la sociologie bourgeoise le juge irréfutable. Ainsi, non seulement la bourgeoisie se vante d'avoir elle-même aboli la condition prolétarienne, mais les ouvriers ne veulent bien souvent plus se reconnaître comme des prolétaires, du moins dans les pays dits avancés. La bourgeoisie ment bien entendu, et dans la classe opposée, cette illusion prouve seulement à quel point l'influence capitaliste est grande. Le point d'honneur à ne pas être des prolétaires, la conviction que les révolutions

appartiennent à un passé révolu, telles sont les pires plaies dont souffre la classe ouvrière contemporaine dans les pays "civilisés" et riches. C'est aussi le principe de sa faiblesse extrême face au Capital.

En réalité, la condition de prolétaire ne se définit pas par un "niveau de vie donné", mais par une dépendance totale à l'égard du Capital. Intolérable comme en cas de crise et de guerre, ou au contraire relativement supportable comme en période de prospérité, la vie de l'ouvrier est en tous cas déterminée dans tous ses aspects, non pas par les ressources de la société en général, mais par les exigences de la production du profit. En d'autres termes, le capitalisme enferme l'ouvrier dans des limites plus ou moins étroites selon qu'il est lui-même plus ou moins développé, riche et puissant ; mais à l'intérieur de ces limites la vie de cet ouvrier est à tous égards marquée par le fait qu'elle n'a pas d'autre raison d'être que de produire, reproduire et accroître le Capital. Pas plus dans les pays riches que dans les pays pauvres, il n'est assuré de l'avenir, car le capitalisme lui-même n'est jamais assuré de pouvoir se développer sans à-coups, sans crises, sans conflits de toutes sortes. La condition prolétarienne réside tout entière dans cette dépendance-là, que le "progrès" n'atténue en aucune façon. Sans doute, à chaque stade de son développement, l'espèce humaine est-elle soumise à la nature en général, selon des degrés qui varient d'ailleurs avec la technique et la science qu'elle a accumulées. Mais la dépendance dans laquelle se trouve le prolétariat est d'une tout autre nature : elle ne peut être justifiée par les "limites de la puissance humaine" en général, car elle dérive d'une division en classes de la société qui n'est plus nécessaire aujourd'hui que la "puissance humaine", c'est-à-dire la productivité du travail est devenue énorme. C'est un esclavage social, un point c'est tout.

Les preuves ? Elles sont innombrables. Qu'on prenne par exemple la durée et l'intensité du travail. Dépendent-elles, à un moment donné, des ressources techniques de la société ? Sont-ce ces ressources considérées en général par rapport aux besoins sociaux qui les déterminent de façon en quelque sorte

"naturelle" ? En aucune façon. Les entreprises géantes du capitalisme d'aujourd'hui travaillent très au-dessous de leur capacité de production, des secteurs entiers de l'économie frôlent périodiquement la surproduction (qu'on considère par exemple l'agriculture et l'industrie auto-

(Suite en page 2)

## TOGLIATTI

Pas plus la bénédiction pontificale que l'arrivée à son chevet de son médecin personnel transporté de toute urgence à bord d'un avion de l'armée italienne obligamment prêté par le président du Conseil Moro, n'auront empêché Palmiro Togliatti de retrouver Thorez au paradis des honnêtes serviteurs de l'Etat bourgeois. Il ne restait plus aux personnages officiels, symboles de l'ordre capitaliste, qu'à saluer bien bas sa dépouille. Ils se sont empressés de le faire. Le pape Paul VI a demandé à tous les catholiques de s'associer au deuil, tandis que le Président de la République par intérim adressait des condoléances officielles, donnant ainsi un exemple qu'imitèrent aussitôt députés, sénateurs, journalistes, artistes, etc... Et on voudrait nous faire croire que c'est un chef communiste qui est mort ?

Celui devant lequel la bourgeoisie italienne s'incline, rentra de Russie en 1943 pour devenir ministre du gouvernement Badoglio, formé essentiellement de dignitaires fascistes ; son œuvre maîtresse fut le maintien de l'ordre après la « Libération » de l'Italie et le désarmement des partisans.

Il n'est nullement le "fondateur" du parti communiste italien, comme le proclame la "grande" presse toujours bien informée. Tout au contraire, il est le maître de ceux qui ont tout trahi du programme originel du magnifique parti communiste d'Italie, fondé à Livourne en 1921 et c'est au fossoyeur du véritable mouvement communiste en Italie que vont aujourd'hui, à juste titre, les bénédictions papales et les condoléances présidentielles.

Il n'en faut plus douter : Dieu aussi doit être Français. Car il ne pouvait mieux trouver qu'une veille de 14 juillet pour rappeler à lui son humble serviteur, le "Fils du Peuple". Et Maurice Thorez ne pouvait souhaiter de meilleure fin que sous les lampions allumés pour la fête nationale. Dans l'autre monde, soyons en sûrs, ses bienfaits lui seront rendus. L'Humanité du 15 juillet ne nous montrait-elle pas une dévote priant devant sa dépouille ? Elle n'a pas oublié la "main tendue aux catholiques". Mais dans ce bas monde, qui rendra à Thorez l'hommage mérité de la Patrie reconnaissante ? Triste 14 juillet ! La fête des sans-culottes est devenue celle des maillots de bain et la prise de la Bastille s'est transformée en une parade du militarisme français le plus réactionnaire. Si Dieu est français, il a l'ironie cruelle. La "démocratie" idéale de Thorez n'ose plus se reconnaître dans le miroir limpide de l'Etat gaulliste. Et pourtant les "voies nationales" de la Providence ont fait le rapprochement qui s'imposait : sans l'œuvre de Thorez, il manquerait beaucoup à la "grandeur de la France", à la solennelle distribution de cocardes et de "Légion d'honneur", qui récompense chaque année les fidèles serviteurs du Capital.

Dans l'Europe ravagée par la première guerre impérialiste, un spectre hantait la bourgeoisie : la Révolution prolétarienne. Qu'étaient ces Bolchéviks qui venaient de ruiner les petits rentiers de la France "victorieuse" en déchirant les emprunts du Tsar ? Que voulaient-ils avec leur Internationale Communiste jetée à la face des social-patriotes de la Belle Epoque ? La bourgeoisie tremblait. Mais Thorez et Cachin vinrent lui présenter ces farouches "barbares" comme les héritiers rassurants des "grands ancêtres de 1793", des continuateurs de la tradition jacobine en qui la France devait se reconnaître. Cependant, il ne suffisait pas d'invoquer les mânes de la démocratie pour résoudre la crise impérialiste, ni pour convaincre les prolétaires. Voulait-on occuper la Rhur et "faire payer" l'Allemagne vaincue ? Les Communistes appelaient à la désertion. Lançait-on dans le Rif marocain une guerre coloniale ? Les Communistes étaient encore là, appelant à la révolte. Cela ne dura pas longtemps.

En juin 1926, au Congrès de Lille du P.C.F., Thorez déclarait : "Ce sont les Communistes, ces internationalistes, qui deviennent actuellement les meilleurs défenseurs du patrimoine national".

Qu'était alors De Gaulle ? Un obscur officier bien moins utile à la Patrie que ce "Communiste" demandant aux prolétaires de vénérer la démocratie bourgeoise, son "patrimoine national"... et colonial ! Depuis ce temps-là, le P.C.F., n'a jamais manqué une occasion de se poser en gardien des "intérêts de la Nation" et l'œuvre de Thorez représente une invraisemblable anthologie patriotique qui laisse loin

derrière elle la prose de Barrès et de "l'Action Française".

Dans d'autres pays, le national-socialisme s'est imposé au prolétariat par la force des armes et de la contre-révolution ouverte. En France, sous sa forme démocratique et pacifiste, il se rattache aux traditions jacobines de la révolution bourgeoise et a pris le nom de "socialisme français" ou de "communisme français" par simple concession de langage à l'Internationale de Lénine. Le principe de ce "socialisme" petit-bourgeois est de placer les luttes et les conquêtes du prolétariat dans le prolongement de la démocratie bourgeoise. Tel fut l'esprit de la social-démocratie et de presque toute la Deuxième Internationale. Si socialisme et démocratie ne représentent qu'une seule et même bataille, pensait Jaurès, la France, la "Grande Nation" de 1793 se doit de la remporter. Et il s'efforçait pour cela d'intégrer à l'histoire nationale les actes révolutionnaires du prolétariat français.

Mais après la guerre impérialiste et la Révolution d'Octobre, il n'était plus possible d'unir sous un même drapeau, dans une même confusion, socialisme et démocratie. Ce qui fut une erreur est devenu trahison. Jaurès, assassiné en juillet 1914, a été victime de ses illusions démocratiques et pacifistes. Thorez, un demi-siècle plus tard, est mort sans laisser d'illusions, ayant mis tout son "socialisme" au service de l'Etat bourgeois : avant, pendant et après la seconde guerre impérialiste. C'est pourquoi si nous trouvons encore dans la vie et dans l'œuvre de Jaurès des pages éclatantes marquées par la foi jacobine, celles-ci ne sont plus chez Thorez que les images d'Epinal, le catéchisme patriotique, de la "grandeur française" :

« Oui, s'écriait-il en janvier 1936 au Congrès de Villeurbanne, nous sommes fiers de la grandeur passée de notre pays, fiers de nos grands ancêtres de 1793, fiers des combattants de février et de juin 1848, fiers des héros de la Commune ».

Mais qu'y a-t-il de commun entre leurs traditions de lutte et celles du P.C.F. en plein Front Populaire ? Babeuf guillotiné par les Jacobins, les ouvriers parisiens de 1848 trahis par les "socialistes" à la Louis Blanc, les Communistes enfin lançant le cri de guerre de la dictature prolétarienne sont un vivant démenti au "socialisme" petit-bourgeois respectueux de la légalité républicaine. Ce sont des héros du prolétariat international que Thorez n'a pas réussi à faire entrer dans les annales historiques de la Nation française.

L'opportunisme d'un Jaurès avait une "excuse" que Thorez n'a pas eue : il était le reflet d'une situation objective que la guerre impérialiste et ses conséquences allaient inévitablement changer. L'effritement de l'empire colonial, l'aggra-

(Suite en page 3)

# Qu'est-ce que le prolétariat ?

(Suite de la première page)

mobile en France) : la durée du travail, elle, n'a que très peu diminué dans toute l'histoire du capitalisme; elle a certainement augmenté par rapport à des époques antérieures récentes, et en tous cas, la diminution globale a été plus que compensée par l'intensité accrue du travail. Aujourd'hui comme hier, le plus clair de la vie de l'ouvrier se passe à produire du profit pour le capitaliste. Il en produit plus longtemps, car il vit aussi plus longtemps : un point c'est tout.

Toutes les autres "conditions de vie" que bourgeois et opportunistes jurent de vouloir améliorer sans toucher au capital dépendent pourtant entièrement de l'organisation capitaliste de la société. Prenons le logement, qui est une des plus importantes. Philanthropes et réformistes mènent grand bruit parce que les ouvriers d'aujourd'hui ont quitté les trous et les caves du siècle précédent pour s'installer dans des maisons plus ou moins décentes, voire pourvues des commodités et ornements qui, aux yeux d'une bigoterie familiale et domestique d'essence purement bourgeoise, sont les biens suprêmes auxquels l'homme puisse aspirer. Il est vrai que le développement capitaliste lui-même a sorti les ouvriers des sortes de ghettos sociaux où ils croupissaient autrefois : mais il a en même temps fait de toute l'étendue des villes un ghetto gigantesque pour le citoyen en général, perdu dans une anarchie croissante et asphyxié par un air toujours plus empesté. Le beau progrès !

La "culture" est toujours le sujet favori des avocats du capitalisme : « Hier illégitime, l'ouvrier "dispose" aujourd'hui du journal et du livre à bon marché, de la télévision, de la radio, et par-dessus le marché de l'école jusqu'à seize ans ; n'est-ce pas une émancipation ? » Non : ce n'est pas l'ouvrier qui dispose des "moyens de culture" c'est la bourgeoisie qui dispose de l'ouvrier au moyen de la culture, vraie ou fausse. Tous ces puissants moyens ne diffusent en effet que l'idéologie qui convient au Capital, d'abord ; ensuite, ils ne diffusent que les sous-produits culturels qui, sur un marché (car la culture elle-même en est un !) où l'exploité domine, trouvent le plus facilement preneur. Pour ne rien dire de la décadence manifeste de la véritable culture bourgeoise, aussi bien science qu'art !

De quel côté qu'on se tourne, on voit que le fameux "progrès social" n'atténue pas, mais renforce la dépendance du travail à l'égard du capital.

Que doit devenir la classe des prolétaires, modernes esclaves du Capital ? La réponse marxiste est révolutionnaire : elle doit disparaître. Non pas être "civilisée", "culturellement et moralement élevée", matériellement engraisée, c'est-à-dire embourgeoisée, mais abolie. Mais dire que le prolétariat doit disparaître, c'est dire que le capitalisme doit être détruit. Non pas amélioré, humanisé, régularisé et assagi — toutes choses d'ailleurs impossibles — mais balayé révolutionnairement. Non seulement le prolétariat, mais toute la société vit aujourd'hui non point "selon ses moyens", mais dans les limites où

le Capital la confine. Qu'on arrache au Capital tous les instruments de la production et le monopole de la science pour les remettre à la société débarrassée de la classe bourgeoise, alors la société pourra vivre enfin "selon ses moyens" et le prolétariat disparaîtra du même coup. Tel est le programme communiste : une société dans laquelle les classes tendent à disparaître, c'est-à-dire dans laquelle les individus sont progressivement libérés de la barbare division capitaliste du travail qui condamne tels groupes sociaux à la déchéance physique et tels autres à la déchéance intellectuelle, mais tous à une existence sociale étioyée et à une vision féroce égoïste de la vie en société.

Pareille révolution sociale ne s'accomplit pas sans une révolution politique. Pareille révolution sociale est en effet impossible tant que la bourgeoisie domine en fait l'Etat et l'administration tout en prétendant qu'ils sont ce que la majorité a voulu, et qu'ils n'agissent que pour le bien de tous ; tant qu'elle a tous les moyens d'inculquer à la fois sa morale ascétique et sa philosophie grossièrement égoïste et "matérialiste" de la vie ; tant qu'elle dispose surtout de l'armée, de la police et des tribunaux pour réprimer toute tentative d'émancipation. Il faut, pour que cette révolution s'accomplisse que la grande bourgeoisie soit empêchée de gouverner, d'administrer, de prêcher, d'enseigner et de réprimer, mais aussi la petite de récriminer, résister, saboter. Le régime capable d'atteindre ces buts politiques ne peut pas être une démocratie, même d'un "type nouveau", avec un Parlement, un pluripartisme, et donc des parloles et une concurrence politique, même d'un "type nouveau". Ce régime, c'est la dictature du prolétariat. Tout ce qu'on peut en dire ici est que, conformément à ses buts de révolution sociale, son souci ne sera pas "d'assurer la liberté", mais de concentrer le pouvoir dans les mains des forces réellement révolutionnaires ; que son but ne sera pas de réaliser une "véritable égalité" entre groupes sociaux disparates aujourd'hui inégaux, mais d'abolir les différences sociales, de balayer la civilisation pathologique des classes, bref de mettre au monde la première société réellement homogène et fraternelle de l'histoire.

La dictature du prolétariat, tel est l'unique moyen que les esclaves du capital aient de s'émanciper de leur esclavage !

La constitution en parti révolutionnaire, tel est leur unique moyen de parvenir à cette dictature !

Ce sont ces buts politiques que notre Parti poursuit et qui le distinguent de tous les autres. Quant au programme absurde qui veut l'abolition du prolétariat sans l'abolition du Capital et à la prétention stupide d'avoir supprimé le prolétariat alors que le capital n'a jamais été si puissant, notre Parti les abandonne tranquillement au cynisme bourgeois, à la servilité réformiste et à la bêtise sans mesure de l'opportunisme. Sans se laisser éblouir ni décourager par l'éclat facile du "progrès" bourgeois temporaire, il continue à défendre le programme plus que séculaire et irremplaçable de la révolution prolétarienne et du communisme.

# AOUT 1914...

Dans la compétition pacifique que se livrent les "grandes puissances" pour commémorer leurs "victoires" impérialistes et autres exploits guerriers, la France démocratique arrive certainement en tête. De Gaulle ne pouvait donc pas manquer le double anniversaire du déclenchement de la première guerre mondiale et du débarquement d'août 1944. Mais quel est le sens de ces manifestations et de ces "victoires" ?

La "gauche" bien pensante prend volontiers ces solennités pour l'effet d'un nationalisme vieillot et affecte d'en sourire. Pourtant, ces fastes de la France Eternelle ne lui sont pas étrangers. Quelle est, en effet, la voix non patriotique et non pacifiste qui s'est élevée pour opposer à la guerre entre Etats la guerre des classes ? Qui a osé rappeler le défaitisme révolutionnaire d'une poignée de communistes restés fidèles à leur programme ? Le silence des faux "Communistes" d'aujourd'hui ne pouvait être rempli que par les fanfares d'anciens combattants. Et en associant le vieux nationalisme de 1914 au "vrai" nationalisme de la Résistance, de Gaulle ne pouvait mieux en montrer l'identité. L'un et l'autre ont assuré la victoire du capital sur ses esclaves salariés.

Comme les socialistes de 1914 (et plus complètement encore), les partis stalinien ont été les artisans de la "défense nationale", les champions de la "démocratie" et de la "civilisation" contre le "fascisme" et la "barbarie". Les mêmes arguments, trouvés à la hâte par les socialistes de la II<sup>e</sup> Internationale, ont été diffusés, des années durant, par l'énorme appareil de la propagande stalinienne. Et la machine de guerre de l'Etat bourgeois a dévasté à nouveau les rangs du prolétariat, sans laisser place pour une reprise.

Alors, les prolétaires peuvent-ils se souvenir de leurs défaites ? Ils ne le peuvent que dans l'expérience de leur parti de classe qui est la mémoire historique de leurs luttes. Les Spartakistes allemands sont morts sous les balles de la social-démocratie. Les Bolchéviks ont été écrasés par la contre-révolution stalinienne. Seul notre parti, qui plonge ses racines dans les traditions de la gauche communiste italienne, est resté debout, fidèle à son combat dans la première guerre mondiale et dans l'Internationale de Lénine. Et cette continuité mérite bien que l'on oppose à toutes les commémorations patriotiques quelques phrases de l'un de nos représentants, écrites en août 1914 et valables aussi bien contre les social-patriotes de la première guerre mondiale que contre ceux de la seconde :

« Depuis qu'il est donné à l'homme de penser avant d'agir, l'avocat qui niche en lui a toujours eu recours aux distinctions pour fuir les engagements pris et les conséquences pratiques des idées abstraites. C'est ainsi qu'aujourd'hui l'on nous met dans les jambes la distinction entre guerre d'agression et guerre défensive, entre invasion de la patrie et protection du sol national. Les antipatriotes d'hier écrivent une lettre qui détruit dix volumes, mille discours, mille articles et marchent aux frontières. La politique socialiste est-elle donc aussi le domaine des beaux gestes, plutôt que des sacrifices ? La France a été agressive et se défend contre le danger allemand. Mais avez-vous

que la victoire allemande serait un retour à la barbarie", parce que la France est le foyer d'où a rayonné la civilisation moderne. Faut-il démontrer que cette thèse est creuse et spécifiquement antisocialiste ? La civilisation, au sens d'un "rayonnement" progressif d'idées, nous ne l'admettons pas. Laissons-la aux anticléricaux de première grandeur. Dans le développement historique, le remplacement des classes causé par la succession des formes sociales ne procède pas de façon évolutive, mais par crises. Les saturnales militaristes auxquelles l'Europe s'est livrée ne sont-elles pas une de ces grandes crises ? Qu'il en sorte la "civilisation" ou la "barbarie", cela ne dépend pas

## ... ET AOUT 1944 !

Rarement comme en ce mois d'août 1944, l'exaltation chauvine aura atteint de tels sommets. Commémorations, défilés, rassemblements, manifestations, tous plus patriotiques les uns que les autres, se succèdent sur un rythme rapide. Bien entendu, le P.C.F. donne partout l'exemple et ses journaux se livrent à une orgie indécente de proclamations cocardières : la France, la Patrie, la Résistance, l'Union Nationale, L'Humanité en sert à longueur de colonnes. Dans son numéro du 22 août, à l'occasion d'une polémique contre l'historien Dansette, on peut lire ces lignes vraiment significatives :

« Selon lui (Dansette) les communistes avaient pris partie pour l'insurrection à Paris par-

ce qu'ils savaient que les destructions et le désordre seraient favorables à leur entreprise révolutionnaire. De cette "entreprise", cependant, le prétendu historien ne fournit pas la moindre preuve. Et pour cause ! Les communistes n'avaient d'autre but que la Libération de la France. Le combat pour la patrie était leur seule loi ».

Merci de cet aveu. Nous le savions depuis longtemps, mais mieux vaut toujours l'entendre dire de la bouche même de l'intéressé : les "communistes" sont des communistes en paroles seulement et des nationalistes en fait ; leur but n'est pas la révolution, la dictature du prolétariat, le communisme, c'est la liberté et la grandeur de la patrie. Pouah !

lu les déclarations du député Haase au Reichstag ? L'Allemagne se défend contre le danger russe. Toutes les patries sont en danger du moment qu'elles se jettent les unes sur les autres. En réalité, il arrive ceci : dans chaque pays, la classe dominante réussit à faire croire au prolétariat qu'elle est animée de sentiments pacifiques et qu'elle a été entraînée dans la guerre pour défendre la patrie et ses intérêts suprêmes.

Alors qu'en fait la bourgeoisie de tous les pays est également responsable de l'éclatement du conflit. Ce n'est que le capitalisme qui en est responsable. N'a-t-il pas engendré pour ses besoins d'expansion économique le système des armements et de la paix armée qui aujourd'hui s'écroule et se résoud dans l'effroyable crise ?

(...) « On a recours à un autre argument fameux : celui de la démocratie en danger. On déclare

de la victoire des uns ou des autres, mais des conséquences de la crise sur les rapports de classes et sur l'économie mondiale. Et puis, la civilisation allemande a-t-elle quelque chose à envier à la civilisation française ? Sortons pour de bon des formules empruntées à l'interprétation la plus vulgaire des faits. L'industrie, le commerce, la culture allemande ne permettent pas de stupides comparaisons avec les hordes barbares. Le militarisme allemand n'est pas une survivance d'un autre temps, mais un phénomène très moderne, comme nous sommes prêts à le démontrer. Si nous allons vers la barbarie militaire, c'est parce que toute la civilisation bourgeoise — démocratique — a préparé cette solution à ses contradictions intimes, solution qui nous apparaît aujourd'hui comme un retour en arrière. »

(Extrait de l'"Avant" 14 août 1914).

Le numéro 28, juillet-septembre 1964, de la revue théorique de notre Parti

## PROGRAMME COMMUNISTE

est paru. Au sommaire :

- « La croissance économique, pourquoi faire ? »
- Le mouvement social en Chine (II).
- Les leçons de la polémique russo-chinoise (I).
- Les textes du marxisme révolutionnaire : Parti et Classe.
- Histoire de la Gauche Communiste.
- Alfred Rosmer.

Le numéro : 2,50 F. (Belgique 35 F.) - Abonnement annuel : 9 F. Abonnement combiné avec "Le Prolétaire" : 12 F. Abonnement de soutien : 20 F. Spécimen gratuit sur demande.

## Sans commentaire !

« Les jours suivants, pour notre groupe F.T.P.F. comme pour tous les autres, le problème consista à faire "monter" encore un peu la température de la capitale. Nous avions reçu l'ordre d'abattre des Allemands spectaculairement dans la rue. « A chacun son bûche ! », « toutes les audaces sont permises ! » écrivait Fabien. C'était le mot qu'il fallait pour nous galvaniser ».

L'Humanité-Dimanche  
du 23 août 1964

« Jeune ouvrier ! Jeune paysan ! une révolution ouvrière se prépare en Allemagne, que les capitalistes français, solidaires des capitalistes allemands, s'apprentent à étouffer dans le sang avec le concours de nos soldats. En aucun cas tu n'accepteras la fonction humiliante de gendarme contre-révolutionnaire. En aucun cas ta baïonnette ne crèvera la poitrine des ouvriers allemands en révolte... Pars à l'armée pour y être soldat du communisme... Tu resteras en contact étroit avec les Jeunesses Communistes qui mèneront sans trêve la lutte antimilitariste, forme extrême de la lutte de classe ».

Manifeste aux conscrits du 11 mars 1923, rédigé et diffusé par les Jeunesses Communistes lors de l'occupation de la Rhur

## CE QUE FUT EN RÉALITÉ LE FRONT POPULAIRE

# Le programme prolétarien : RÉVOLUTION ET NON DÉMOCRATIE

Le parti qui se dit "parti de la classe ouvrière" et se prétend encore "communiste" n'a plus, depuis longtemps, de programme prolétarien. Tout au plus dispose-t-il encore d'un mythe. Mais c'est un mythe tenace, d'autant mieux enraciné qu'il incarne le triomphe capitaliste dans le XX<sup>e</sup> siècle, après la secousse terrible que fut, pour toute la société bourgeoise, la glorieuse révolution russe d'octobre 1917. Sous les formules variées et successives de "démocratie renouée" et "démocratie véritable", ce mythe sur lequel vit le Parti Communiste Français est celui du Front Populaire de 1936. Son idée centrale est d'un simplisme effrayant : l'histoire n'est plus l'histoire de la lutte des classes, mais celle des progrès de la **volonté populaire**, sans cesse bafouée, mais toujours renaissante et dont la première expression remonterait aux grandes journées de juin 1936. Un moment arrêté par l'intermède de ces galopins de l'histoire qui ont nom Mussolini et Hitler, cette volonté populaire reprit sa marche triomphale avec la victoire militaire des Alliés de la seconde guerre mondiale. Ce nouveau progrès est cependant à nouveau contrarié par un autre "accident" : le gaullisme et son "pouvoir personnel". Qu'à cela ne tienne, disent les dirigeants du P.C.F., il suffit de reprendre la même voie et, tous unis, — des athées aux chrétiens, des "communistes" aux socialistes, des ouvriers aux patrons (pourvu qu'ils soient de bons Français) — de découvrir une bonne formule constitutionnelle capable de réaliser enfin, et pour de bon, la volonté sacrée du peuple.

La véritable explication de la situation actuelle de la classe ouvrière et de la société dans laquelle elle vit est toute différente. Qu'on le veuille ou non, l'histoire moderne est dominée par les vicissitudes de la lutte de classe du prolétariat. La société "progressive" quand le prolétariat lutte pour en prendre la direction. Elle stagne dans le cas contraire. Elle connaît des phases ascensionnelles : des phases de **révolution**. Elle connaît des phases de reflux : des phases de **contre-révolution**. Aujourd'hui, en dépit du clinquant de la "prosperité", nous vivons encore sous le coup d'une contre-révolution. Le prolétariat, comme classe qui produit et qui trime, le prolétariat comme seule classe capable d'abolir l'exploitation de la force de travail, ce prolétariat a été **battu**. Pour savoir pourquoi il faut remonter cinquante ans en arrière ; mais pour en constater les résultats, il suffit de savoir regarder autour de soi. Les ouvriers travaillent 60 heures par semaine pour un salaire réel inférieur à celui d'avant-guerre. Il n'y a plus de véritables luttes ouvrières. Les syndicats les trahissent avant même qu'elles naissent. Le parti qui se réclame du communisme s'acharne à défendre la **Constitution** bourgeoise. La glorieuse classe ouvrière d'autrefois est devenue une masse moutonnaire et indifférenciée qui, aux côtés de toutes les catégories sociales parasites, s'écarte des préoccupations politiques ou suit docilement le "grand chef" du moment. En un mot, non seulement le prolétariat ne compte plus comme force politique, mais la société tout entière est devenue, sans même y prendre garde, **fasciste**, jusque dans le subconscient de chacun de ses membres.

Ce ne sont pas là les fruits d'une inexplicable aberration collective, mais, en définitive, les conséquences logiques des événements de 1936 qui ne furent pas — comme tout un chacun le croit — les signes du **début** d'une phase de grand essor démocratique, mais au

contraire la **fin** d'une période révolutionnaire dont le prolétariat est sorti battu. La situation matérielle des ouvriers et la psychologie qu'elle engendre ne sont que les résultats de cette défaite. La conscience de classe n'est pas le **moteur** des luttes sociales, elle ne peut en être (et dans certaines conditions dont la principale est l'existence du **parti** de classe) que le **produit**. Dans les phases révolutionnaires les ouvriers se trouvent **portés à agir** sur leur terrain propre, avec leur méthode spécifique de lutte, **re-assimilant** avec une rapidité foudroyante les principes fondamentaux que le marxisme formula définitivement, il y a un siècle, lors de sa première apparition sur la scène historique. Dans les phases contre-révolutionnaires, au contraire, les ouvriers se laissent immobiliser par les opportunistes sur le seul terrain d'action de la bourgeoisie, celui des comédies électorales et des farces parlementaires d'où ils reviennent écourés, divisés, découragés, incapables de lutter sérieusement, même pour de simples augmentations de salaire. Le salarié vote mais ne sait plus s'organiser pour revendiquer. Les grèves se noient dans les compromis ; l'arbitrage remplace la grève. Au terme de ce processus, les prolétaires en arrivent à ne plus croire en la possibilité de jamais sortir de ce cycle infernal.

C'est là que nous en sommes aujourd'hui. On ne peut comprendre un seul mot aux événements politiques actuels si on ne connaît pas cette prémisses fondamentale : la défaite subie, il y a quarante ans, par le prolétariat international. On ne peut accomplir le moindre geste, formuler une seule pensée utile à la cause ouvrière si on ne s'inspire pas des événements qui mirent fin à cette période historique où la révolution prolétarienne était proche et où l'état d'esprit des prolétaires du monde entier en reflétait l'espoir. L'expression des positions politiques authentiques du prolétariat, il faut donc la rechercher, non pas dans les mots d'ordre trompeurs, désabusés ou défaitistes d'aujourd'hui, mais dans les positions clairement formulées lors de la dernière grande période révolutionnaire de l'histoire, lors de la révolution russe d'octobre 1917, lors de la formation de la III<sup>e</sup> Internationale en 1919. Ces positions, pour être bref, on peut les grouper toutes autour de trois questions essentielles : la question de la nature de l'**Etat**, celle de l'analyse des **guerres** impérialistes et de la crise latente du capitalisme moderne, celle enfin du **parti**, de l'organisation politique du prolétariat.

L'**Etat** n'est pas, comme le prétendent les bourgeois et comme les opportunistes l'avaient à leur tour fait croire, l'expression de la "volonté générale", "librement" exprimée à l'aide du suffrage universel. C'est un instrument de **contrainte** et d'**oppression** (Lénine : "une **trique**, rien de plus") aux mains de la classe économiquement dominante. Le prolétariat, classe dominée, ne peut donc prétendre conquérir l'Etat par la voie légale, électorale, pacifique, pour améliorer sa condition. Il lui faut, pour s'émanciper, **détruire cet Etat** par la violence et ériger en son lieu et place, sa **propre dictature** s'exerçant au moyen des **conseils d'ouvriers armés** (en russe : **soviets**). Donc, dans le programme du prolétariat, pas d'élections, pas de manœuvres parlementaires, mais la préparation de la lutte pour le pouvoir, l'insurrection armée, la dictature du prolétariat.

La **guerre** moderne n'est pas, comme le disent les bourgeois et à leurs côtés les opportunistes, la défense des grandes valeurs morales

de la civilisation, le sacrifice sacré pour l'intégrité du sol de la patrie. Dans la phase **impérialiste**, où l'expansion monstrueuse du capital impose aux grandes puissances mondiales de **dominer** les pays plus faibles, soit par la force militaire, soit par l'exportation des capitaux, les guerres entre ces puissances sont des guerres de **rapine** pour le partage ou le repartage du monde, des guerres pour des marchés à dominer, des matières premières à piller, des masses de force de travail à exploiter (Lénine : "des guerres entre propriétaires d'esclaves se disputant de nouveaux esclaves"). Ces guerres ne doivent pas être acceptées par le prolétariat, mais combattues par toutes ses forces et, si elles éclatent, transformées "de guerres impérialistes en guerres civiles révolutionnaires" pour la victoire du communisme international qui seul mettra fin aux conflits entre les Etats. **Donc pas de patriotisme** dans les rangs ouvriers, pas de concessions à la "défense nationale", pas davantage de **pacifisme** bélant, mais préparation de l'assaut révolutionnaire au pouvoir bourgeois en temps de paix comme en temps de guerre.

Le **parti** du prolétariat, son arme essentielle, sa seule **conscience**, son instrument irremplaçable d'émancipation, n'est pas un "parti comme les autres", se pliant à l'arithmétique trompeuse de la "démocratie", vénérant des "valeurs nationales" soit-disant communes à toutes les classes. C'est une formation indépendante, ennemie de toutes les organisations, de toutes les autres classes et, en particulier, de ces partis, autrefois socialistes, mais qui ont trahi le prolétariat en célébrant les vertus du carnage impérialiste et le trahissent encore en célébrant les vertus de la démocratie bourgeoise. Ces partis doivent être **dénoncés** et **combattus** par les partis communistes. **Donc pas d'alliances avec eux, pas de front** où ils seraient compris : ces partis sont du côté de la bourgeoisie, les communistes sont du côté du prolétariat.

Il est bien visible aujourd'hui, 45 ans après la formation de la III<sup>e</sup> Internationale et la formulation impétueuse de ses principes, que les partis "communistes" n'ont absolument rien conservé de son programme. Le Parti Communiste Français, en particulier, a été un des plus farouches partisans de la Résistance, c'est-à-dire de la participation **volontaire** à la seconde guerre mondiale **impérialiste**, osant prétendre que cette guerre, menée entre deux blocs de pays également oppresseurs et également rapaces, était une guerre pour la "liberté". Ce parti s'efforce de nouer les liens les plus étroits avec les partis socialistes dénoncés par Lénine comme les agents du capital. Il a renoncé à la destruction révolutionnaire de l'Etat bourgeois pour œuvrer à sa rénovation "démocratique". Comment un parti de l'Internationale de Lénine a-t-il pu en arriver là ? Répondre à cette question, c'est retracer les principales étapes de la dégénérescence internationale dont le Front Populaire fut le résultat. C'est montrer que la défaite essuyée par le prolétariat international dans ses tentatives révolutionnaires infructueuses en Europe centrale, en Italie et en Allemagne, ne se transforma en déroute que lorsque les communistes, s'unissant aux socialistes dans le culte de la démocratie et de la patrie, se firent les défenseurs de l'Etat bourgeois, prêchèrent la guerre "antifasciste" et réduisirent leur parti à cette triviale organisation électoraliste et bien-pensante qu'est le P.C.F. d'aujourd'hui.

(A suivre)

## Thorez au Panthéon National !

(Suite de la première page)

Le sang des catholiques, des communistes, des Français et des Françaises, de tous les partis et de toutes les croyances, ajoutait Thorez au X<sup>e</sup> Congrès, le sang de tous nos héros, de tous nos martyrs, a fécondé notre sol et scellé notre unité nationale. Ce n'est pas nous, communistes, qui pourrions manquer à cette sublime leçon d'unité et briser des liens noués par le sacrifice des meilleurs.

« Oui, disait encore Thorez au Congrès de Villeurbanne, nous associations dans un même tribut de reconnaissance émue la masse anonyme des paysans, des artisans, des prolétaires modernes, et la remarquable élite de savants et d'artistes, de penseurs et d'hommes d'Etat qui ont fait la richesse, la puissance et la gloire de notre pays. »

« Et nous dénonçons, nous combattons ceux qui compromettent l'héritage national et qui font déchoir notre pays. Où sont les traitres à la France, sinon parmi les deux cents familles, parmi ceux qui les servent, parmi ceux qui sacrifient délibérément l'intérêt de la Nation à leur soif de profits et à leur entente avec les exploités des autres pays ? »

Tel fut le Front Populaire : l'exaltation "démocratique" du nationalisme française, la mobilisation électorale des ouvriers et des petits bourgeois pour la "défense de la Patrie".

Dans la Résistance, l'hommage de Thorez aux « hommes d'Etat qui ont fait la richesse, la puissance et la gloire de notre pays » ne se limita plus aux parlementaires de "gauche" ; il s'étendit à tous les "patriotes", de Gaulle y compris. Et le nationalisme thorezien se dépeçait alors de toute praseologie "sociale".

Le 15 mai 1941, le Comité Central du P.C.F. faisait cette déclaration :

« Guidé par le souci exclusif de réaliser l'union de la Nation pour la cause, sacrée entre toutes, de l'indépendance nationale, le Parti Communiste Français, mettant au-dessus de tout l'intérêt du pays, déclare solennellement qu'en vue d'obtenir la création d'un large front de Libération Nationale, il est prêt à soutenir tout gouvernement français, toute organisation et tous les hommes dont les efforts seront orientés dans le sens d'une lutte véritable contre l'oppression nationale subie par la France et contre les traitres au service de l'envahisseur. »

Devant pareille tradition, combien est vaine la récente polémique entre France-Observateur et L'Humanité sur la conduite du P.C.F. dans la Résistance ! Ces Messieurs se plaisent seulement à faire de la surenchère patriotique. Combien est vain aussi "l'antigaullisme" du P.C.F. ! Tous ses rêves petits bourgeois de "grandeur française" ne pouvaient se réaliser que dans la personne et par le gouvernement de de Gaulle. Et Thorez en a lui-même montré le chemin, en juin 1945 dans son discours au X<sup>e</sup> Congrès du Parti :

« Nous envisageons, disait-il, comme la perspective la plus heureuse pour notre pays, le maintien prolongé aux affaires (sic !) d'un gouvernement de large unité nationale et démocratique, réalisant ainsi les meilleures conditions d'autorité et de stabilité, et s'appuyant sur le peuple pour l'application du programme de rénovation nationale et sociale voulu par le peuple. »

Rendons à César ce qui revient à César, et à Thorez ce qui lui

revient. Le PCF n'a certes pas compris que ce "pouvoir fort" et "populaire" ne pouvait être que celui de De Gaulle ; mais il lui reste un mérite : celui de l'avoir fondé dans "l'Union Sacrée" antifasciste.

« Le sang des catholiques, des communistes, des Français et des Françaises, de tous les partis et de toutes les croyances, ajoutait Thorez au X<sup>e</sup> Congrès, le sang de tous nos héros, de tous nos martyrs, a fécondé notre sol et scellé notre unité nationale. Ce n'est pas nous, communistes, qui pourrions manquer à cette sublime leçon d'unité et briser des liens noués par le sacrifice des meilleurs. »

Le social-patriotisme de 1914 a-t-il jamais atteint un tel degré d'abjection ? Même un Cachin essayait alors de se faire pardonner ses fautes, de faire oublier sa participation à l'orgie belliqueuse. Thorez a exalté, dans la paix comme dans la guerre, le massacre des prolétaires, exploitant au-delà des limites l'antifascisme patriotard. Avec lui, l'Union Sacrée est devenue un principe de gouvernement ; mais la démocratie bourgeoise a aussi épuisé toutes ses ressources légales et républicaines pour détourner le prolétariat de ses objectifs de classe. Le "socialisme" petit-bourgeois s'est identifié au nationalisme le plus plat pour lequel Thorez a fait campagne, toute sa vie durant. C'est donc à juste titre qu'il résumait en ces termes, devant le XVII<sup>e</sup> Congrès, sa carrière au service de la Nation :

« Au long de toutes ces années, le peuple de France a de plus en plus reconnu dans notre Parti le porteur de ses espoirs. Dès notre VIII<sup>e</sup> Congrès, en 1936, pour assurer l'avenir du pays, nous appelions à l'Union de la Nation Française contre les deux cents familles qui l'exploitaient. Les communistes dénonçaient et combattaient ceux qui compromettaient le patrimoine national et poussaient le pays à la décadence. Ils rendaient au peuple "La Marseillaise" et le drapeau tricolore. »

« Depuis, la clairvoyance nationale, le courage national du Parti se sont traduits à chaque étape, de la dénonciation de la trahison de Munich à la guerre contre l'envahisseur hitlérien, de l'opposition au pacte Atlantique à la lutte contre la néfaste force de frappe sous toutes ses formes. Nous continuons la France. L'histoire du Parti est jalonnée par ses grandes initiatives au service du pays, ses actions nationales. Elles lui ont valu la confiance du peuple. »

On comprendra que seul De Gaulle ait pu pleinement apprécier cette œuvre de Thorez et lui rendre l'hommage qu'elle mérite dans l'indifférence philistine des congés payés :

« Pour ma part, écrit-il dans sa lettre de condoléances, je n'oublie pas qu'à une époque décisive pour la France, le Président Maurice Thorez — quelle qu'ait pu être son action avant et après — a, à mon appel et comme membre de mon gouvernement, contribué à maintenir l'unité nationale. »

Si Thorez n'a pas eu droit aux obsèques nationales, De Gaulle lui aura réservé, comme on dit, un « enterrement de première classe ! »

Quant au prolétariat, lorsqu'il entrera en lutte pour ses propres intérêts et non pour ceux de la « Nation », il laissera le « Peuple » à son drapeau, le PCF à ses « initiatives au service du pays », et saura mettre fin à « l'unité nationale » en imposant sa dictature de classe.

Directeur - Gérant  
F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO - IMP. »  
3 et 5 boulevard Desplaces  
M A R S E I L L E (X<sup>me</sup>)

Dépôt légal 28794, déc. 63, Paris

Distribué par les N.M.P.P.

# Indépendance... subventionnée

Ainsi la nouvelle peu à peu transpire. Les syndicats vont recevoir, ou ont déjà reçu, d'importantes sommes que le gouvernement leur octroie pour "subventionner la formation économique et sociale" de leurs responsables. 700 millions d'anciens francs seraient prévus à cet effet au budget de 1964. Force Ouvrière, champion des syndicats "libres", adversaire farouche de "l'intégration syndicale", recevait 280 millions. La C.F.T.C., qui se vantait récemment de son indépendance "même vis-à-vis des évêques" en empêchant 250 autres. Quant à la vieille et glorieuse C.G.T., dont la création, en son temps, fit trembler d'effroi la bourgeoisie capitaliste, que devient-elle dans cette histoire ? Elle proteste vigoureusement. Non pas parce que l'Etat veut corrompre les autres organisations — "ce à quoi elle ne trouve rien à redire (Frachon)" — mais parce qu'elle ne reçoit rien de son côté. Et elle réclame tout simplement que les deniers du "gouvernement des monopoles" et du "pouvoir personnel" soient équitablement répartis au prorata de l'importance numérique de chaque centrale.

On croit rêver. Il y a soixante ans il a suffi que quelques responsables syndicaux soient invités à un banquet du ministre socialiste Millerand pour provoquer un tollé général dans les milieux ouvriers et susciter cette levée de boucliers que fut la fameuse "Charte d'Amiens", devenue depuis le credo de l'indépendance syndicale. Quinze années environ plus tard, au lendemain de la guerre de 1914-18, au cours de laquelle les bonzes d'Union sacrée avaient agi quasiment comme des fonctionnaires d'Etat (Jouhaux se spécialisant dans la tâche de promener le petit chien de Mme Poincaré, présidente de la République) la réaction de toute l'aile saine de la C.G.T. fut telle qu'elle aboutit à la scission syndicale de 1921. De tout temps, dans les annales syndicales, les dirigeants corrompus par l'or bourgeois, de Briand, apôtre de la grève générale devenu ministre à Belin, le vichyssois, furent objets de haine et de mépris. Aujourd'hui, ce sont des syndicats en bloc, qui, sans réaction notoire, empochent ou réclament la "subvention" qui abolira leurs dernières, quoique toutes formelles, garanties d'indépendance !

Passé encore pour F.O. dont la plus claire activité fut d'épousseter les paillassons de l'antichambre ministérielle ! Passe pour la C.F.T.C. dont la mission fondamentale est de concilier les affaires du Bon Dieu avec celles du patronat capitaliste. Mais la C.G.T. ? La C.G.T. qui se veut "oppositionnelle", qui dénonce sans arrêt la "main-mise" du pouvoir sur toutes les activités sociales ? La justification qu'elle prétend donner de son geste constitue en fait la plus achevée des capitulations devant ce même pouvoir qu'elle dit par ailleurs combattre. Cet argent, a dit en substance Frachon, est nécessaire "pour assurer le plein exercice des fonctions d'organisations qui tiennent une place aussi grande dans la vie de la Nation". Mais qu'est-ce donc que la "nation" ? Une jungle sociale où s'affrontent essentiellement deux classes aux intérêts diamétralement opposés : la classe des prolétaires salariés et celle des entrepreneurs capitalistes. Certes, en un certain sens, les syndicats y tiennent une "place importante" puisqu'ils ont à charge d'y défendre les intérêts de millions d'exploités. Mais l'Etat et son gouvernement y ont une place non moins importante, leur rôle étant de contenir et de brimer la classe ouvrière en assurant le respect des lois qui la maintiennent en état de sujétion. Comment dès lors penser une seconde que les fonds de l'Etat puissent être "répartis" entre deux forces opposées, que le gouvernement capitaliste puisse consacrer son budget à deux fonctions contradictoires, l'une favorable aux détenteurs des moyens de production, l'autre à ceux qui en sont privés ? Comment seulement imaginer cette sinistre bouffonnerie d'un Etat bourgeois "subventionnant" la formation de militants appelés à le combattre ? Tout cela n'est possible qu'à une seule condition : que ces militants aient renoncé à cette lutte et qu'ils en aient donné la preuve. C'est précisément ce que tous les syndicats, C.G.T. comprise, ont fait durant ces 20 dernières années, lorsqu'ils ont fait croire aux ouvriers qu'il n'était plus nécessaire de détruire l'Etat capitaliste, mais de le conquérir. Par ironie c'est au moment où cet Etat est entièrement dans les mains du grand capital qu'ils feignent de voir en lui un arbitre au-dessus des intérêts sociaux. Aberration logique, en dernière analyse, puisque, pour eux, le syndicat n'a plus une fonction de classe, mais remplit une "tâche importante dans la Nation" !

En vérité ces gens-là ont perdu jusqu'à la notion de ce qu'est le prolétariat et sa mission historique. En vérité, ils ne croient plus en la destruction, proche ou lointaine, du capitalisme. Ils s'y installent donc. Ils ne réclament plus que les œuvres subalternes et bureaucratiques : les "œuvres sociales" destinées à conjurer l'explosion de la colère ouvrière. Et c'est pour former leurs militants à ce métier de larbins qu'ils ont besoin de l'argent du capital. C'est là le résultat ultime de quarante années d'abandon du programme révolutionnaire du prolétariat. La dernière leçon n'en est pas la moins amère, mais elle sera des plus profitables : quand la classe ouvrière reprendra, tôt ou tard, sa voie de lutte et de révolte elle ne pourra le faire qu'en rejetant de ses rangs cette armée de parasites et de stipendiés qui poussent l'impudence jusqu'à parler en son nom.

## Souscription permanente (1964)

Liste n° 4 : Daniel, 10 ; Carla, 4 ; Benito, 4 ; inconnu, 8 ; Bruxelles, 10 ; Christian, 10 ; Covone, 200 ; inconnu, 0,60 ; Mariotto, 8 ; Bice, 160 ; Vive la révolution prolétarienne, 10 ; Claude, 24 ; Giulio et Jaris qui saluent les camarades, 16 ; Albert, 10 ; Calogero, 10 ; Mario, 10 ; Giuliano, 8 ; Bruno, 8 ; Gennaro, 10 ; U. en souvenir d'Otto-torino, 40 ; Paolo, 8 ; Alberto, 4 ; Grégoire, 10 ; Pierre, 8 ; Christian II, 10 ; Oscar en souvenir d'Otto-torino, 10 ; Nina, 5 ; Roseline, 10 ; Russo, 10 ; Piccino, 10 ; Gambini, 15 ; Roger, 5 ; Claude, 10 ; Amadeo et Antonietta, 40 ; Ben Abdallah, 5 ; Roger, 5 ; Lucien, 10 ; Goupil, 5 ; Tonino, 5 ; anonyme, 10 ; Mario, 10 ; Larbi, 5 ; sans nom, 5 ; Bruno, 5 ; Gigi, 10 ; Mariotto, 5 ; Pierre, 10 ; Turin, 5 ; Turi, 23, 25 ; Christian II, 0,3.

Total liste n° 4 ..... 834,15 F  
Total précédent .... 2.861,81 F  
Total général .. 3.695,96 F

# RENAULT

## entreprise modèle

Venant après celles de Peugeot, les mesures d'"austérité" prises à la Régie Renault attestent les difficultés que rencontre aujourd'hui tout le secteur automobile dans l'écoulement de sa production pléthorique.

Pendant des années, la propagande non seulement patronale, mais syndicale, a présenté Renault comme une entreprise-pilote sur le plan social. Elle valait comme modèle de tous les "avantages" que les ouvriers pouvaient soi-disant retirer de la collaboration de classe, non seulement sur le plan politique général, mais sur celui de l'entreprise. En d'autres termes, elle devait servir à prouver que la "lutte de classe" était tout juste bonne à mettre au rancart.

Pareille propagande est d'autant plus pernicieuse qu'elle ne provient pas seulement de l'Etat-patron, comme il serait normal, mais des prétendues organisations ouvrières elles-mêmes. Ce que les faits démentent, ce n'est donc pas seulement le mensonge patronal, mais la démagogie de syndicats qui ont renoncé à lutter non seulement pour l'abolition du salariat (ce qui signifie tout simplement pour l'abolition du capitalisme), mais même pour la prétendue "amélioration des conditions d'existence des travailleurs" à laquelle ils ont réduit leurs prétentions, et, pis encore, pour la simple défense des conditions existantes. Ce que les faits démentent, c'est en deux mots la politique réformiste de tous les partis pseudo-ouvriers qui inspirent les syndicats.

Il y a actuellement une certaine récession dans le secteur automobile qui, soit dit en passant, est déjà un démenti à l'enthousiasme productiviste et expansionniste de ces organisations "ouvrières" qui admirent le capitaliste. Or, que se passe-t-il ? Premièrement, sa dignité d'entreprise nationalisée ne protège nullement la Régie Renault : ses ventes diminuent et ses stocks s'accumulent avec un complet mépris pour son statut juridique et pour la démagogie à laquelle il a donné lieu. Deuxièmement, tout salariés de l'Etat qu'ils soient, ses ouvriers ne sont nullement plus protégés que les autres des effets déplorables des difficultés commerciales de leur Entreprise. Depuis juin dernier, en effet, ils sont invités les uns après les autres à demeurer chez eux un certain nombre de jours par mois. Ils toucheront une indemnité de chômage partiel, mais c'est sur eux-mêmes qu'elle sera prélevée dans la mesure où c'est eux qui, pendant la prospérité, alimentaient, du moins en partie, le "fonds de régularisation" qui la versera. Les horaires étalés du travail en équipes sont remplacés par d'autres, réduits aux heures normales, ce qui diminue ou même supprime les primes d'équipe et de rendement. Bien mieux, alors que la production est déjà excessive, les cadences de travail des ouvriers et ouvrières des chaînes de montage est augmentée de 5 ou 6 pièces à l'heure. Au nom du "plein emploi", les ouvriers en excédent dans les ateliers où la productivité est la plus forte sont déplacés dans d'autres services, d'autres ateliers, voire d'autres filiales comme la Saviem ; mais pour l'entreprise-pilote, il n'y a pas de petites économies : elle s'en prend même aux 40 minutes payées de casse-croûte que les syndicats serviles présentaient comme une "conquête des travailleurs". Après cela, le bilan du "progressisme" de la Régie Renault est aisé : en période d'expansion, alors que la productivité avait augmenté de 15 pour cent, elle allouait généreusement 1 % d'augmentation trimestrielle à ses ouvriers ; mais à la première récession venue, elle am-

pute spectaculairement leurs salaires d'environ 10 % (c'est le résultat de toutes les mesures plus haut citées) sans avertissement préalable.

Ce qu'il faut comprendre, c'est que tel est aussi le bilan le plus clair de la politique des grèves-minutes, des défilés spectaculaires, mais platoniques, des accords d'entreprise, bref de toute la politique de collaboration de classe syndicale qui s'encadre, sur un plan plus général, dans la politique de "renovation de la démocratie" conduite de concert par des "socialistes" et des "communistes" ne visant que des succès électoraux et se moquant tout autant des intérêts immédiats des ouvriers que des buts révolutionnaires du prolétariat comme classe.

Ces gens-là sont des agents purs et simples du capital, et c'est pourquoi, quand ça va mal, ils ne savent que se lamenter sur ce qui est en réalité le résultat le plus clair de leur propre politique. Ils ergotent sur la réalité de la crise dans le secteur automobile, préférant l'imputer... à De Gaulle et à son "régime" qu'aux lois de l'économie capitaliste qu'ils soutiennent de toutes leurs forces. Face aux mesures d'austérité dont les travailleurs sont les seules victimes, ils réclament l'"application intégrale des accords d'entreprise". Pourtant, il est bien clair que des accords conclus en temps de prospérité sont faits pour être violés par le patronat en temps de crise : c'est uniquement une question de rapport de forces. Or, ces accords ont été précisément conclus pour entraîner les ouvriers non à la lutte, mais à l'inaction, ne serait-ce que parce qu'ils sanctionnaient par avance toute grève, ou plutôt toute baisse de production due à des faits de grève, par une diminution des primes. Répondre aux dernières mesures en revendiquant le "respect" de pareils accords, ce serait donc pour les ouvriers persister dans les illusions qui les ont conduits à la situation actuelle, se faire leurs propres fossoyeurs. Ceux qui ont accueilli les nouvelles mesures par une grève d'un quart d'heure et par des accrochages avec les chefs de service n'ont-ils réalisé que pour un quart d'heure aussi que pendant des années les syndicats les avaient vendus au patronat et qu'ils étaient finalement que des bêtes de somme ?

Si la Régie Renault vaut comme modèle, c'est comme "modèle" de ce qu'est en réalité l'économie capitaliste et de ce que la classe ouvrière peut en attendre.

Le grand mensonge qui est une fois de plus démenti par les faits est que la classe ouvrière ait intérêt au développement de la productivité et à l'expansion économique en régime capitaliste. Ce qui se passe aujourd'hui chez Peugeot ou Renault n'est jamais qu'un signe avant-coureur de ce qui peut se passer demain dans d'autres secteurs et, à la limite, dans toute l'économie en proie à la folle capitaliste des investissements et de la production croissante. Pour mieux dire, c'est un exemple en petit de ce qui attend nécessairement un jour toute l'économie capitaliste et du même coup la classe ouvrière que l'on a endormie en lui inculquant la croyance absurde que le capitalisme moderne était capable de repousser indéfiniment les crises. Cela s'exprime en peu de mots et n'a rien de nouveau : les lois du capitalisme l'obligent à augmenter indéfiniment la productivité, non seulement pour augmenter le profit, mais simplement pour le maintenir au même taux, même quand les dépenses en capital fixe augmentent démesurément ou que

les matières premières deviennent plus chères ; mais comme rien ne peut obliger le marché à s'élargir au même rythme que la production les crises sont inévitables ; les victimes de ces crises (pour ne pas parler des guerres qui ont exactement la même origine) sont nécessairement les ouvriers qui sont pourtant la véritable source de l'accumulation des richesses, car l'économie capitaliste poursuit des buts égoïstes de classe et non pas des buts sociaux.

Dans la mesure où elle repose sur une résignation à l'esclavage capitaliste, la politique de collaboration de classe est forcément à courte vue : elle ne regarde pas au-delà des années de vaches grasses. Elle est aussi forcément mensongère : elle doit à la fois promettre que les années de vaches maigres ne suivront jamais et laisser entendre, quand elles sont là, que les vieilles méthodes pacifiques restent valables. C'est précisément pourquoi elle réduit les buts du prolétariat à une simple "amélioration des conditions d'existence" d'une part, mais d'autre part se montre incapable de simplement défendre celles qui existent quand les aléas du marché capitaliste obligent le patronat à les empirer.

Tout à l'inverse, les révolutionnaires dénoncent les accords d'entreprise et les méthodes pacifiques de la collaboration de classe. Tout à l'inverse, ils leur opposent des revendications intéressantes toute la classe ouvrière pour la diminution de la durée du travail et l'augmentation des salaires d'une part, et d'autre part, la méthode de la grève illimitée et générale. Mais les révolutionnaires ne proposent pas aux ouvriers comme but suprême l'"amélioration de leurs conditions de vie" dans le cadre du système capitaliste. En d'autres termes, ils n'ont pas la bassesse et l'effronterie qui font dire à toutes les espèces de réformistes, que tout ce à quoi le prolétariat peut et doit prétendre, c'est à un adoucissement de son esclavage. Les "conditions de vie" qui caractérisent le prolétariat, c'est, en particulier, la dépendance totale dans laquelle il se trouve à l'égard du marché capitaliste. Pour les améliorer, il faudrait donc, en particulier, supprimer cette dépendance. C'est précisément cela qui est impossible : que le capitaliste cesse de vendre et le prolétaire cesse fatalement de travailler et de vivre. Le réformiste en conclut : que le capitaliste vende et prospère pour que nous ne soyons pas condamnés à mourir ! Le révolutionnaire conclut : que disparaisse l'économie de marché qui rend l'existence de l'esclave moderne, de l'esclave salarié mille fois plus incertaine que celle de l'esclave tout court, tout en se vantant de la rendre moins pauvre !

Cela, seule une révolution sociale — la révolution communiste, la révolution des temps modernes — peut le réaliser. Or, la révolution sociale suppose une révolution politique. En d'autres termes, on n'abolit pas le capitalisme sans abolir au préalable la puissance politique et l'influence morale de la bourgeoisie — sans instaurer au préalable la dictature du prolétariat. Il n'y a qu'un seul parti qui puisse lutter dans ce but : celui qui a rompu totalement avec la démocratie, avec le parlementarisme, c'est-à-dire non seulement avec la bourgeoisie, mais avec les "classes moyennes" tout aussi attachées qu'elle au capitalisme. Que ce parti manque, ce n'est pas seulement la libération révolutionnaire du prolétariat qui manquera aussi ; c'est toute possibilité d'empêcher que le capital en crise nous rejette dans la misère, qu'il nous écrase, qu'il nous traite enfin ouvertement pour la seule chose que nous soyons à ses yeux : des esclaves, et rien que des esclaves...